

puisse subsister ou bien végéter. Dans la mesure où le prolétariat s'ébranle puissamment, menace directement le capitalisme, a la possibilité de poser, dans un avenir plus ou moins court, le problème de la prise du pouvoir, il peut neutraliser la petite bourgeoisie guettant un ordre lui garantissant sa petite existence. Mais lorsque, cette vague dépassée, le prolétariat recule, organise des grèves partielles, générales, avance, recule et emprunte à nouveau le chemin de la grève, alors la petite bourgeoisie, énervée par cette insécurité sociale, en quête d'un Etat fort, se tourne vers son soutien naturel, celui qui garantira son misérable privilège, s'exprimant parfois uniquement par une supériorité « morale » du petit bourgeois. Ce dernier se dirigera vers le capitalisme, le suppliera de mettre de l'ordre dans le pays et l'aidera pour massacrer le prolétariat — sans toutefois exposer, « son bien et sa vie » — et verra avec satisfaction se développer le fascisme qui aggravera ses conditions d'existence, mais fera régner « l'ordre à Varsovie ».

Cependant, De Man, voulant transformer un lièvre en lion, nous apporte le complément essentiel du problème : les classes moyennes nouvelles. Grâce à ces dernières, qui sont dépendantes du capitalisme parce qu'généralement salariées, qui se sentent menacées de partager le sort du prolétaire, mais sans témoigner d'un antiouvriérisme plus fréquent parmi les petits commerçants, petits trafiquants se heurtant directement aux travailleurs, il serait possible de constituer un front de travail susceptible de donner une majorité au P. O. B. afin de réaliser son plan. Cependant, les classes moyennes nouvelles n'ont pas aujourd'hui, au point de vue politique, une fonction différente de l'ensemble des classes moyennes. De Man lui-même, tout en parlant d'effectuer une conjonction de l'anticapitalisme des classes moyennes et de la lutte de la classe ouvrière, est obligé de préciser qu'il s'agit de « certaines couches » des classes moyennes nouvelles, les mieux payées, pour qui « prolétarianisation signifie moins détresse matérielle que perte d'indépendance. Mais, bien au contraire, ces couches des classes moyennes les mieux payées — fonctionnaires, techniciens, universitaires — sont rattachées à la bourgeoisie dont ils essaient, par l'amélioration de leur situation, de faire partie. Le fait d'être salarié ne leur confère pas des vertus intrinsèques, et même lorsque leur salaire ne dépasse pas celui de l'ouvrier, leur « éducation » laisse subsister cette division de classe qui les sépare du prolétariat. Leur dépendance du capitalisme, leur incapacité de s'opposer à lui, leur séparation du prolétariat, leurs intérêts divers, les empêchent non seulement d'émettre des aspirations spécifiques, mais en font bien plus des alliées du capitalisme que du prolétariat, qu'ils sont obligés de mépriser pour pouvoir occuper, ne fut-ce qu'extérieurement, une position sociale supérieure, donc intermédiaire. Classes moyennes, anciennes ou nouvelles — et nous ne voyons aucune raison pour établir une distinction fondamentale entre couches mieux payées, surtout en faveur des premières — sont rattachées au capitalisme tant que le prolétariat, par son action révolutionnaire, n'est pas parvenu à ébranler la société de telle sorte à poser les conditions concrètes de l'édification d'un ordre nouveau. Dans une période régressive du capitalisme coïncidant avec un reflux révolutionnaire, les classes moyennes, dans leur ensemble, lâches et byzantines, pour reprendre une expression de Kautsky envers les classes moyennes nouvelles lors de sa polémique contre Bernstein, se tournent vers les forces les plus brutales du capitalisme afin qu'elles puissent nettoyer la société des insécurités sociales qui y fermentent.

LES REFORMES DE STRUCTURE

Par réformes de structure, M. De Man entend rendre « possible une meilleure répartition par la transformation même du régime dirigé vers un revenu national supérieur, c'est-à-dire vers une production mieux adaptée aux besoins de la consommation et développée parallèlement à ceux-ci ». Voici une illustration de cette donnée : « les réformes de répartition, c'est vouloir tailler un morceau plus grand dans un gâteau de dimension donnée ; les réformes de structure, c'est faire un gâteau plus grand ». (Discours à la Commission Syndicale de Belgique).

La nécessité d'une réforme de structure proviendrait du fait que la crise rend impossible toute lutte pour des réformes de répartition, car celles-ci « ne peuvent

s'exercer au profit d'une classe que dans la mesure où elles réduisent le profit des autres classes ». Ainsi, « toute augmentation des charges sociales au profit de la classe ouvrière se traduit en augmentation des charges fiscales pour l'ensemble de la population ». A l'intérieur de la classe ouvrière, les « efforts corporatifs pour maintenir un niveau de vie supportable créent, de plus en plus, une opposition d'intérêts immédiats entre une corporation et une autre : les mineurs ne peuvent combattre leur misère qu'en liant le mouvement de leurs salaires au mouvement des prix du charbon, dont les frais retombent sur d'autres corporations ouvrières, en premier lieu sur les cheminots et sur la population en général ». Et De Man conclut sa pensée ainsi : « Nous sommes de plus en plus faibles pour tailler des morceaux suffisants dans le gâteau qui se rétrécit ; mais nous sommes de plus en plus forts pour faire un autre gâteau à mesure que ce rétrécissement fait comprendre dans les classes moyennes, et jusque dans les milieux industriels, qu'il n'y a pas d'autre remède à la situation ». La vanité honteuse du réformiste apparaît nettement dans les formulations de ce « théoricien socialiste ». D'une part, il s'agit de donner un semblant de vraisemblance à une notion réactionnaire démentie par la lutte ouvrière ; d'autre part, il s'agit d'aiguillonner la lutte prolétarienne dans une voie de garage définitive.

La crise économique actuelle rendrait impossible, selon le réformisme, toute lutte revendicative, ou même de défense, de la classe ouvrière. De Man ne fait que commenter cette idée générale dans la citation que nous avons rapportée. Ce qui est juste, c'est que dans une pareille période, aucune bataille ouvrière partielle ne peut être victorieuse si elle n'est pas généralisée, ou du moins soutenue par l'ensemble de la classe ouvrière. En période de crise économique, chaque patronat concrétise le degré de résistance de l'ensemble de la classe, dans la mesure où cette dernière est obligée de réduire ses frais de production, par des diminutions de salaires et la réduction des charges sociales. Une lutte isolée de corporation dans une pareille conjoncture est donc une absurdité inventée par De Man (absurdité se traduisant dans la pratique par la manœuvre classique du réformisme vers l'isolement de chaque bataille, c'est-à-dire vers sa défaite). Par contre, les luttes partielles des travailleurs, de corporations, doivent aboutir à un mouvement d'ensemble de la classe, tendance qui s'exprime assez spontanément, du moins dans des pays comme la Belgique, par le mot d'ordre de grève générale. Il est, par exemple, parfaitement idiot d'admettre qu'il soit possible de déclencher une lutte des mineurs, qu'elle réussisse, sans que les cheminots et autres corporations ne comprennent pas immédiatement la nécessité de répéter cet exemple, eux-mêmes, sous peine d'en subir les conséquences. Au reste, c'est là une des raisons essentielles qui poussent le capitalisme et ses agents réformistes à étrangler tout mouvement de corporation, afin qu'il ne puisse être généralisé par toute la classe ouvrière : l'exemple de la grève de juillet est là pour le prouver. Au point de vue de la situation économique qui existe en temps de crise, la thèse de De Man est, par conséquent, non seulement absurde, mais exprime la position du capitalisme d'empêcher toute bataille ouvrière dans une période où règne une instabilité constante dans l'ensemble de la société.

Le problème essentiel pour arriver aux réformes de structure réside dans la transformation légale de l'Etat lui-même. Avec une majorité anticapitaliste, constituée grâce à l'opposition (!) des classes moyennes au capitalisme financier, il sera possible au P. O. B., pacifiquement, dans le cadre de la Constitution belge, de limiter le champ d'action du monopolisme financier, de le déposséder. En somme, la lutte électorale pour renverser le capitalisme. A cela, l'on ne peut qu'opposer les quinze dernières années de la lutte ouvrière. En particulier, les ouvriers allemands se sont faits massacrer pour avoir osé traduire concrètement leur désir de réaliser des modifications de la structure de la société, en conquérant préalablement le pouvoir politique. Et cela, par ceux qui, comme Noske-Scheideman, proclamaient la nécessité d'effectuer des réformes de structure pacifiquement, puisqu'ils se trouvaient à la tête de l'Etat allemand ; en s'entendant à l'amiable avec le capitalisme et toujours progressivement, grâce à une majorité d'électeurs,